

L'interculturalité et la fin des discriminations racistes et xénophobes



UN PROYECTO DE:



NOVACT

CON LA FINANCIACIÓN DE:



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN



L'interculturalité et la fin des discriminations racistes et xénophobes

I. Introduction

Le présent manuel fait partie du projet « OUI À LA PAIX. Jeunes pour une paix durable et une citoyenneté mondiale », financé par l'Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (« Agence espagnole de coopération internationale au développement », AECID) et mis en œuvre en consortium par le Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad (« Mouvement pour la paix, le désarmement et la liberté », MPDL) et l'Instituto NOVACT de Noviolencia (« Institut NOVACT pour la Non-violence »).

Il s'intègre à un ensemble de cinq guides destinés à apporter des réponses — et à susciter de nouvelles questions — aux professionnel·les de l'éducation qui se demandent ce qui préoccupe ou intéresse la jeunesse face aux menaces actuelles à la paix, quelles compréhensions elle porte des différents éléments qui la composent, comment elle s'engage et de quelle manière l'éducation peut impulser chez les jeunes les valeurs, attitudes, connaissances et compétences propres à une citoyenneté capable de penser globalement et motivée à agir localement comme actrice et porteuse de la Culture de Paix (CP).

Cette collection de manuels, élaborée par la Fundación Cultura de Paz (« Fondation Culture de Paix ») avec l'apport et la supervision de MPDL et de NOVACT, aborde différents axes constitutifs de la Culture de Paix, fondamentaux pour la résolution non-violente des conflits : l'égalité de genre, la coexistence interculturelle, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et la justice environnementale ou la défense des Droits Humains au sens large. Les thèmes sur lesquels elle se concentre partent des besoins éducatifs, intérêts et préoccupations de jeunes de 11 à 25 ans (avec une participation minoritaire de personnes jusqu'à 39 ans), liées à des espaces d'éducation formelle, informelle et non formelle dans cinq territoires de l'État espagnol — Cantabrie, Catalogne, Communauté Valencienne, Communauté de Madrid et Estrémadure — qui sont détectés lors d'un processus diagnostique préalable. Les résultats de celui-ci ont été rassemblés dans un rapport réalisé par la Fundación Cultura de Paz, disponible au lien suivant : https://www.mpdl.org/sialapaz/06_Informe%20de%20diagn%C3%B3stico%20final.pdf.

Quant à sa structure, ce manuel s'organise en plusieurs sections qui vont du général au particulier. Après la description de l'axe de construction de la Culture de la Paix sur

lequel il se concentrera, les réalités et les défis identifiés dans le diagnostic susmentionné concernant la fin de la discrimination raciste ou xénophobe et la construction de sociétés interculturelles fières sont présentés. Ensuite, sont présentées des expériences de bonnes pratiques dédiées au renforcement de l'implication des jeunes dans des processus de construction de paix, développées dans différentes délégations internationales de MPDL et de NOVACT ; certaines sont détaillées sous forme de dynamiques de groupe, afin d'inspirer et d'apporter des ressources méthodologiques concrètes. Dans un second temps, des recommandations pédagogiques et des stratégies générales sont proposées pour faciliter le travail éducatif dans ce domaine dans divers contextes. Enfin, un glossaire de termes clés vient soutenir la compréhension et l'usage du manuel.

En définitive, ce manuel n'est pas seulement un cadre de référence, c'est aussi un outil pratique et proche qui cherche à accompagner les personnes qui éduquent dans la construction d'alternatives durables et justes. Nous voulons qu'il soit une ressource vivante, qui inspire des processus collectifs d'apprentissage, d'action et d'espérance, dans la certitude que d'autres futurs sont possibles.

II. Description de la thématique

L'édification d'une Culture de la Paix passe par la pleine reconnaissance de la diversité culturelle, ethnique et raciale qui compose nos sociétés. **L'interculturalité ne se limite pas à la coexistence pacifique entre les cultures, mais repose sur un dialogue transformateur entre elles et implique la reconnaissance, la réciprocité ou le respect mutuel, ainsi que l'égalité des chances pour une participation sociale significative et non symbolique de toutes les cultures.** Cette approche permet de générer des expressions culturelles partagées, de dépasser les préjugés et les stéréotypes et de construire une citoyenneté plurielle basée sur l'empathie, la coresponsabilité et les Droits Humains.

La rencontre interculturelle **peut être un défi résultant de la confluence de visions et de pratiques différenciées et implique d'apprendre à vivre ensemble, dans nos similitudes et nos différences.** Il ne s'agit en aucun cas d'encourager un groupe minoritaire ou non dominant à oublier son identité culturelle première ou à la réduire à l'espace privé, pour imiter ou se fondre dans l'espace public avec les expressions culturelles du groupe majoritaire ou dominant. Il s'agit de reconnaître que nous sommes humainement différents et socialement égaux. Nous ne chercherons donc pas à nous homogénéiser, mais plutôt à célébrer le fait que chaque personne peut librement exprimer ses multiples identités et à encourager chacun à se sentir impliqué et représenté dans n'importe quelle sphère de la société, en éliminant toutes les barrières possibles.

La construction d'une société diversifiée, accueillante et pacifique nous amène à la nécessité de mettre fin à la dichotomie entre « nous » et « eux », de mettre fin à la

valorisation différente accordée à ce groupe ethnoculturel dominant dans un contexte particulier et autoproclamé supérieur et à tous ces groupes minoritaires ou non dominants énoncés comme étant les « autres ». Cela nécessite également de démonter les récits qui associent la migration ou la racialisation à la dangerosité et de **favoriser un sentiment d'appartenance commun qui renforce la cohésion sociale face à la xénophobie et au racisme.**

Cependant, dans des contextes marqués par des inégalités structurelles, **il ne suffit pas de célébrer l'apport mutuel de la diversité : il est également nécessaire de dénoncer et de démanteler les systèmes qui produisent et maintiennent l'exclusion, la discrimination et la violence à l'égard des personnes appartenant à des groupes autochtones, ethniques ou culturels minoritaires ou non dominants.** Le racisme systémique se manifeste par des lois, des pratiques institutionnelles, des récits médiatiques et des attitudes et discours sociaux qui confèrent des avantages et des privilèges à certains groupes et privent d'autres groupes d'opportunités et de droits. Comme l'indique le plan stratégique 2022-2026 du MPDL, « toutes les couches de la société sont imprégnées, dans une mesure plus ou moins grande, d'attitudes qui favorisent le rejet de ce qui est différent. C'est le résultat le plus visible de la mise en œuvre de récits qui criminalisent ceux qui ne sont pas, ne pensent pas, n'agissent pas ou ne se comportent pas selon les paramètres sociaux et culturels établis par les sphères dominantes ». Les personnes racialisées - celles qui sont perçues comme différentes en raison de leur origine, de la couleur de leur peau, de leur culture ou de leurs caractéristiques phénotypiques - sont les plus touchées par ce traitement inégal, oppressif et discriminatoire exercé par divers agents sociaux et qui limite leur égalité des chances en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement ou à la participation politique, entre autres, et qui peut être à l'origine de toutes sortes de violences.

La lutte contre la discrimination passe donc nécessairement par l'adoption d'une perspective antiraciste et antixénophobe qui remet en question et critique les structures de pouvoir existantes et reconnaît la voix de ceux qui ont été historiquement réduits au silence, afin de transformer ces structures oppressives et discriminatoires. Ce mouvement cherche à éradiquer toutes les formes de racisme - qu'elles soient institutionnelles, sociales ou symboliques - et à ouvrir des espaces de coexistence fondés sur la justice, l'égalité, la mémoire et la réparation.

Une paix durable n'est possible que lorsque toutes les personnes se sentent reconnues, valorisées et protégées. S'engager en faveur de l'interculturalité et de la lutte contre les discriminations, c'est en somme s'engager en faveur d'une société plus juste et véritablement démocratique.

III. Réalités et défis dans le travail avec la jeunesse sur cette thématique selon notre diagnostic

Avant de présenter en détail les expériences éducatives qui, nous l'espérons, seront une source d'inspiration pour notre travail en tant qu'éducateur·rice·s de jeunes, nous vous faisons part de quelques-unes des principales conclusions que nous avons identifiées dans le diagnostic susmentionné.

Lorsque nous nous sommes interrogés sur les compréhensions, les intérêts et les préoccupations liés à la rencontre entre les cultures et les discriminations racistes et xénophobes qui opèrent dans le monde des personnes qui ont participé à ce diagnostic, nous avons trouvé une compréhension partagée de ce qu'implique la coexistence interculturelle qui est très proche de celle des organisations qui mènent ce projet. 85,5 % des participant·e·s ont indiqué que cette coexistence est basée sur le respect et l'acceptation des différences afin de ne laisser personne de côté. De même, 56 % ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'un des principaux problèmes de nos sociétés est que les migrant·e·s ne veulent pas s'adapter. Cependant, 7,3 % d'entre ces personnes ont des sentiments de résistance à l'interaction avec des personnes d'autres cultures et expriment la crainte de perdre leur identité.

Bien que les résultats ci-dessus puissent être influencés par l'effet de la désirabilité sociale, ils suggèrent qu'**un discours éducatif et médiatique qui valorise positivement la diversité culturelle, qui comprend que la rencontre implique un effort d'adaptation de toutes les parties convergentes et qui préconise que la rencontre interculturelle est basée sur la garantie de la participation sociale de toutes les cultures sur un pied d'égalité et sur l'échange mutuel s'est enraciné.** Il est également possible que cette notion soit influencée par les expériences quotidiennes de coexistence positive directe entre les cultures à l'école, dans le quartier ou dans le contexte numérique.

Cependant, nous n'ignorons pas qu'il existe **une minorité qui perçoit la diversité comme une menace et qui associe la migration à la perte des traditions ou à la perturbation d'un supposé « ordre culturel » national.** Ce résultat peut être la conséquence de discours ou de récits suprématistes qui continuent à véhiculer l'idée que tout citoyen national doit être homogène pour garantir la coexistence. Cette conclusion montre qu'il reste beaucoup à faire pour encourager tous les individus à reconnaître et à se sentir à l'aise d'intégrer leurs différentes identités culturelles multiples, sans craindre de perdre l'une d'entre elles en rencontrant d'autres.

En outre, **on observe une méconnaissance généralisée des conditions réelles et communes vécues par les personnes migrantes,** en particulier celles qui se trouvent dans la société d'accueil. 40,9 % des participant·e·s **ignorent le fonctionnement des aides sociales et économiques destinées** à toute personne en situation de vulnérabilité, ainsi que des dispositifs spécifiques prévus pour les personnes demandant une protection internationale ou l'asile, ou aux mineurs migrant·e·s accompagnés ou non

accompagnés, et leur degré d'influence sur l'intégration ou non d'un migrant dans cette situation sur le marché du travail. De même, 61,4 % des personnes interrogées ne savent pas si les infox qui ont été diffusées sur le type d'aide économique que l'État espagnol aurait récemment mise à la disposition des enfants migrants non accompagnés sont vraies ou non. Ces données révèlent un manque d'information important sur la réalité sociale, économique et administrative des migrant·e·s, ce qui crée un terrain fertile pour la circulation d'informations erronées non fondées.

Cependant, on constate qu'**une grande partie des participant·e·s au diagnostic (88 %) rejettent les discours xénophobes et suprémacistes blancs les plus explicites et reconnaissent que le racisme et la xénophobie existent en Espagne**, et que 53% considèrent que le lien récurrent entre les enfants étrangers non accompagnés et la dangerosité est faux.

Défis éducatifs identifiés

En prenant ces conclusions comme référence, les défis que nous identifions dans la tâche éducative consistant à renforcer la motivation et les capacités des jeunes à prendre la responsabilité de construire des sociétés interculturelles fières dans lesquelles il n'y a pas de discrimination pour des motifs racistes ou xénophobes sont les suivants :

1. Encourager la réflexion sur le sens de la coexistence au-delà de son lien avec la tolérance et le respect qui, sans autres éléments, peuvent conduire à la construction de relations de coexistence mais sans interaction ou échange réel entre les différents groupes culturels. Il est donc proposé d'inviter à une connaissance approfondie de la réalité des autres cultures (pour combattre l'ignorance qui sous-tend le racisme et les préjugés), à la collaboration et à la **reconnaissance de la diversité en tant que richesse et de remettre en question le racisme ou la xénophobie en tant que violence culturelle imposée par un discours servant les intérêts des classes privilégiées.**

- 2.- Rendre visibles des réalités telles que celles des mineurs non accompagnés ou soulever la question de la situation économique ou de l'emploi des migrant·e·s et de leur difficulté à accéder à l'aide. À l'instar de ce qui se fait dans les territoires, il est important de **combattre les préjugés nés de l'ignorance par la rencontre avec ceux qui ne se connaissent pas**, la collaboration avec les collectifs qui défendent leurs droits et la conception d'espaces ou d'actions communes.

IV. Bonnes pratiques

Nous vous présentons maintenant une série d'expériences consacrées à la promotion de la participation des jeunes dans les processus de construction de la paix, en mettant l'accent sur l'interculturalité, que les équipes de certaines délégations internationales

du MPDL et de NOVACT mettent en lumière et qui, nous l'espérons, seront une source d'inspiration pour ceux d'entre nous qui ont ce manuel entre les mains.

Les bonnes pratiques recueillies dans les territoires se sont avérées utiles pour promouvoir la coexistence entre les différentes cultures et les personnes d'origines diverses dans un contexte de forte polarisation, de préjugés et d'ignorance de la réalité de ceux qui sont considérés à tort comme les autres. Les expériences du Kurdistan et de la Tunisie, en particulier, sont des vecteurs et des exemples de réussite dans ce domaine. Grâce à eux, il a été possible d'impliquer dans un projet commun des participant·e·s qui ne se seraient jamais rencontrés, par le biais de dialogues, de rencontres et de débats, afin de faire avancer le projet.

Kurdistan

Campagne *I am for peace* (« Je suis pour la paix »)

Axes de la CP abordés		Égalité de genre et prévention de la violence
		Soin de l'environnement
	x	Défense des Droits Humains
	x	Interculturalité et antidiscrimination
		Lutte contre la pauvreté
	X	Non-violence/résolution pacifique des conflits/autre contenu spécifique
Les autres thématiques abordées sont les suivantes :	Aucune	
Objectif(s)	Face à la propagation du discours de haine, créer des espaces de dialogue, nourrir le respect mutuel, souligner les différences culturelles, s'appuyer sur les chefs religieux et sociaux ou les personnes influentes, qui jouent un rôle actif au sein de la communauté dans le but de susciter un débat respectueux et de créer un espace sûr pour écouter, parler et raconter ce qui se passe. Impliquer les autorités locales, afin de faire reconnaître que les opinions des jeunes et des femmes sont tout aussi valables les unes que les autres.	

Population cible ou spécifiquement concernée	Les femmes et les jeunes (17 et 18 ans).
Lieu ou zone d'intervention	Kurdistan syrien
Y a-t-il des informations clés qui nous permettent de mieux connaître l'état d'avancement, dans votre contexte, de la thématique ou de l'axe de la Culture de la Paix sur lequel porte cette expérience ?	Dans le nord-est de la Syrie, il est compliqué de parler de paix ; il est difficile d'imaginer la construire. Cependant, avec la chute d'Al-Assad, elle est devenue nécessaire. Nous sommes dans un contexte d'urgence, où les communautés sentent qu'il est important de faire quelque chose, mais la situation économique ne cesse de se dégrader et les inquiétudes quant à l'avenir très proche prédominent. Dans ce contexte de frustration, on assiste à une escalade de la haine sur Facebook à l'encontre de personnes ayant une religion différente. D'autre part, il est important de souligner que dans ce contexte, les gens vivent et travaillent en communauté, qu'il y a un espace partagé entre les hommes et les femmes et que tout est décidé en commun. Les communes constituent l'un de ces espaces de rencontre, de dialogue et de décision. Celles-ci ne dépendent pas tant de l'autonomie (qui n'est reconnue que par la Catalogne). Il s'agit d'un organe très proche de la population, avec un représentant dans chaque quartier. Lorsque des problèmes se posent au sein de la communauté, ils sont résolus au sein de la communauté par le biais de discussions directes et d'accords. Selon NOVACT (rapport de janvier, New Agenda for Peace in Syria), ces espaces ne sont pas axés sur le genre, car les hommes et les femmes ne sont pas entendus de la même manière dans les cas de violences de genre. La région est pauvre, l'accès à l'électricité est difficile et la Turquie limite l'accès à l'eau en tant qu'arme de guerre. Ses habitants peuvent désormais se rendre à Damas dans une relative sécurité, alors qu'auparavant, ils n'avaient qu'une relation avec le Kurdistan irakien, et elle n'était pas bonne.
Durée	6-8 semaines. 5 heures par jour en semaine.
Matériel nécessaire :	Matériel audiovisuel. Participation de Next Step et Next Story, agences de développement et de formation au journalisme. Caméras, enregistreurs, logiciels de montage.

Déroulement de l'activité	La formation a été développée dans la conception de campagnes visant à prévenir l'escalade de la haine menées par l'organisation DOS, avec de jeunes volontaires, une organisation issue de l'université au moment où la révolution syrienne commence. Plus tard, avec une organisation de femmes liée au gouvernement du Kurdistan syrien. Next Step et Next Story ont présenté aux groupes leurs stratégies pour toucher les jeunes publics, leurs compétences audiovisuelles et leur volonté de lutter contre les discours de haine. La campagne a été lancée lors d'un séminaire en ligne avec des jeunes du nord de la Syrie, des experts et des membres de la diaspora. Un débat très intéressant et constructif a eu lieu et s'est poursuivi sur les médias sociaux. L'un des éléments de la campagne était un post avec une photo de personnes de religions différentes discutant d'un sujet quotidien, deux opinions très différentes mais capables de se rencontrer et de se parler. Sur les réseaux, il s'agissait d'une femme traditionnelle qui parlait des droits des femmes auxquels elle n'avait pas pensé et qui discutait avec une femme plus mobilisée et organisée. Cette campagne a ensuite été diffusée dans les écoles dans le but de promouvoir le respect entre les différentes personnes, le dialogue, de manière à ce que les personnes impliquées dans l'intervention se l'approprient pleinement.	
Analyse des risques (R), des difficultés (D) et des succès (S). En cas de difficultés pertinentes, indiquez les mécanismes permettant de les surmonter.	R	Il y a eu des milices et des affrontements dans la région. La mobilité est compliquée. Il était important pour les participant·e·s que la campagne ne soit pas politisée et que personne (ni les autorités ni les chefs de tribus) ne se l'approprie, mais ils ont maintenu cette indépendance.
	D	Communication avec les autorités. Il était difficile de reconnaître l'importance de lier la ville et la campagne, de ne pas ignorer ce qui se passe à la campagne. La mobilité n'a pas été facile. Difficultés financières pour financer les déplacements des volontaires. Il a été difficile de faire en sorte que les influenceurs sélectionnés croient au message et adhèrent à la

		campagne.
	S	La campagne a eu un grand impact sur les médias sociaux et a continué à alimenter l'expérience. Les volontaires ont vécu une expérience d'apprentissage extraordinaire. Le fait de savoir qu'elles et ils ont la capacité intellectuelle de le faire leur donne de l'autonomie. Elles et ils étaient en première ligne pour prendre des décisions et commettre des erreurs.
Quels changements ou transformations cette expérience favorise-t-elle ou a-t-elle générés ?		Il y a un début de changement de mentalité. On est passé de l'insulte au dialogue. Il s'agit d'une campagne visant à mettre un terme à un phénomène qui conduit les gens là où ils ne veulent pas aller. Il était clair pour tous les participant·e·s qu'avec la chute d'Assad, il est important de construire la coexistence.
Enseignements tirés, recommandations pour l'avenir et adaptation au travail avec les jeunes.		Il est très important qu'il y ait une formation, didactique mais pas simpliste. Il est essentiel d'impliquer les volontaires dès le début.

Jordanie

« Digital organizing »

Axes de la CP abordés	x	Égalité de genre et prévention de la violence
		Soin de l'environnement
	x	Défense des Droits Humains
	x	Interculturalité et antidiscrimination
		Lutte contre la pauvreté
		Non-violence/résolution pacifique des conflits/autre contenu spécifique
Les autres thématiques abordées sont les suivantes :		- L'autonomisation des jeunes - Promouvoir le rôle des femmes en tant que bâtisseuses de paix

	- Lutter contre le discours d'incitation à la haine
Objectif(s)	L'objectif principal de la bonne pratique « Digital Organising » en Jordanie est de promouvoir l'autonomisation des jeunes, en les dotant d'outils, de connaissances et de stratégies qui leur permettent de mener des initiatives de sensibilisation et de devenir des agents actifs du changement dans leurs communautés. L'intervention vise à renforcer leur capacité à identifier les problèmes locaux, à mobiliser leurs pairs et à générer un impact positif, en combinant les compétences numériques, la pensée critique et le leadership communautaire. De cette manière, les jeunes acquièrent non seulement des compétences pratiques, mais développent également un sentiment d'appartenance et de responsabilité face aux défis sociaux qui les entourent.
Population cible ou spécifiquement concernée	L'intervention cible les jeunes femmes et les jeunes hommes âgés de 18 à 35 ans, un groupe d'âge clé pour encourager le leadership communautaire et la participation active aux processus de changement social. La population participante est principalement composée de réfugiés, souvent issus de zones rurales et présentant une diversité fonctionnelle, qui sont confrontés à des difficultés particulières en matière d'accès aux ressources, à l'éducation et aux possibilités de participation. Le projet vise à répondre à ces spécificités en offrant des espaces inclusifs et adaptés qui permettent aux jeunes de développer leurs compétences numériques, de communication et de leadership. Il leur permet ainsi de jouer un rôle de premier plan dans les initiatives de sensibilisation et d'influencer leurs communautés de manière significative, en générant un impact positif et durable au niveau local.
Lieu ou zone d'intervention	Amman, Mafrq et Zarqa en Jordanie Éducation non formelle
Y a-t-il des informations clés qui nous permettent de mieux connaître l'état d'avancement, dans	En Jordanie, le traitement de questions telles que l'interculturalité et l'égalité de genre se heurte à des obstacles importants dus à l'autocensure et aux normes sociales en vigueur. Bien que ces questions soient

votre contexte, de la thématique ou de l'axe de la Culture de la Paix sur lequel porte cette expérience ?	largement débattues, elles sont souvent traitées de manière superficielle dans la pratique, en évitant d'entrer dans des débats critiques qui pourraient susciter des tensions ou des interrogations au sein de la communauté. Cette limitation entrave la construction d'analyses plus profondes et plus réfléchies des questions sociales, limitant la capacité des jeunes à exercer une critique sociale authentique et à promouvoir des changements significatifs dans leur environnement. L'expérience montre la nécessité de concevoir des stratégies pédagogiques et d'animation qui permettent d'explorer ces questions de manière sûre, respectueuse et participative, en favorisant des espaces de dialogue critique sans compromettre l'acceptation sociale ou la sécurité des participant·e·s.
Durée	Le projet a une durée totale de neuf mois et est structuré en différentes phases qui permettent un développement progressif et cohérent des activités. La première phase, d'une durée de deux mois et demi, se concentre sur la sensibilisation, préparant les jeunes participant·e·s à comprendre les questions clés et à sensibiliser leur communauté aux problèmes qu'elles et ils auront à résoudre. La deuxième phase, d'une durée d'un mois, est consacrée à la mise en place de campagnes de sensibilisation. Au cours de cette période, les participant·e·s conçoivent des contenus, des messages et des stratégies de communication qui reflètent leur vision et les besoins identifiés dans leur environnement, consolidant ainsi leurs compétences en matière de créativité et de leadership. Enfin, la troisième phase, qui dure six mois, se concentre sur la publication et la diffusion des campagnes. Cette étape permet aux initiatives générées d'atteindre un public plus large, de mettre en pratique les compétences acquises et d'évaluer l'impact des actions sur les communautés cibles.
Stratégie d'intervention et/ou méthodologie(s)	La stratégie d'intervention du projet se concentre sur le renforcement du leadership des jeunes par le biais d'une approche de « mouvement dirigé par les jeunes », dans laquelle les jeunes eux-mêmes sont protagonistes et

	responsables de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des initiatives de sensibilisation. Cette approche vise à responsabiliser les participant·e·s, à leur donner de l'autonomie et à renforcer leur capacité à avoir un impact direct sur leurs communautés. Le projet s'appuie également sur des alliances stratégiques avec des organisations partenaires locales, qui apportent leur connaissance du contexte, facilitent la mise en œuvre des activités et contribuent à la durabilité des actions. De manière complémentaire, les influenceurs et les agences des Nations Unies sont invités à donner leur avis sur les campagnes élaborées par les jeunes, afin d'en enrichir le contenu et de renforcer la visibilité et la légitimité des messages. Enfin, la méthodologie intègre la mobilisation communautaire non-violente, encourageant la participation active de la population locale et la diffusion de messages de changement social de manière sûre et respectueuse. Cette combinaison de leadership des jeunes, de collaboration institutionnelle et de mobilisation communautaire permet au projet d'avoir un impact durable, en renforçant les capacités et les réseaux au-delà de la durée officielle de l'intervention.
Matériel nécessaire :	Le projet dispose d'une plateforme numérique qui constitue l'une de ses principales ressources pédagogiques : le site web https://academy.novact.org qui propose un ensemble de 10 cours et de matériels théoriques conçus pour la formation et la sensibilisation à des questions clés. Cette plateforme permet aux participant·e·s d'accéder à un contenu structuré sur le leadership, la mobilisation communautaire et les compétences numériques, garantissant un apprentissage flexible et autonome. Au cours de l'intervention, les jeunes ont suivi des cours spécifiques qui ont renforcé les compétences pratiques et stratégiques, y compris les compétences en matière de médias sociaux, de narration et de cybersécurité. Ces formations leur ont fourni les outils nécessaires pour concevoir et gérer des campagnes de sensibilisation axées sur le numérique, en veillant à ce que leurs messages soient clairs, efficaces et assurés. Chaque campagne avait son propre canal de diffusion, et

	toutes les initiatives ont été partagées via le profil Instagram https://www.instagram.com/basmetjeel/ le profil Instagram a permis de donner de la visibilité au travail des jeunes et d'encourager l'interaction avec la communauté. Cette combinaison de plateforme éducative et de canaux de diffusion numérique a été déterminante pour favoriser la participation active, l'appropriation du contenu et la diffusion des messages de changement social.
Déroulement de l'activité	Le projet a été structuré en trois phases complémentaires, ce qui a permis de passer progressivement de la sensibilisation à la mise en œuvre et à la diffusion de campagnes numériques menées par des jeunes. Au cours de la première phase, un processus d'<i>outreach</i> a été mené avec les organisations partenaires locales et les personnes influentes, dans le but d'obtenir et de développer les connaissances existantes en matière de mobilisation communautaire. Parallèlement, un travail de sensibilisation a été effectué auprès des jeunes par le biais des cours en ligne disponibles sur la plateforme éducative, afin de renforcer leurs compétences numériques et de leadership. Au cours de cette phase, des équipes de jeunes ont également été formées pour mener leurs propres campagnes de sensibilisation, établissant ainsi un cadre collaboratif et participatif dès le départ. La deuxième phase s'est concentrée sur la création de campagnes et l'accompagnement étroit des équipes, la révision du contenu et l'ancrage des idées générées. Les participant·e·s ont également été formés au « Pitching », développant des compétences pour présenter et transmettre efficacement la vision et les objectifs de leurs campagnes. Cette phase s'est achevée par le « Festival numérique », un espace où les campagnes ont été présentées aux principaux acteurs du secteur, y compris les influenceurs et les agences des Nations Unies, où les jeunes ont reçu un retour d'information direct et ont participé à un dialogue constructif pour enrichir leurs initiatives. Enfin, au cours de la troisième phase, les campagnes ont fait l'objet d'une publicité et d'une diffusion actives. Chaque équipe a créé ses propres canaux de diffusion,

	tandis que l'ensemble du contenu a également été reproduit sur un canal commun, garantissant ainsi la visibilité des initiatives et la possibilité de générer un impact sur un public plus large. Cette phase a permis de consolider l'appropriation des outils numériques par les jeunes et de renforcer leur capacité à mener des processus de mobilisation communautaire durables.	
Analyse des risques (R), des difficultés (D) et des succès (S). En cas de difficultés pertinentes, indiquez les mécanismes permettant de les surmonter.	R	L'un des principaux risques identifiés dans le projet est lié à l'engagement des jeunes participant·e·s. Maintenir leur motivation et leur participation active tout au long des différentes phases est un défi de taille, surtout dans un contexte où les initiatives de mobilisation numérique et communautaire exigent cohérence et responsabilité. Pour atténuer ce risque, l'ensemble de la structure et des phases du projet a été communiqué aux participant·e·s dès le départ, ce qui leur a permis de visualiser clairement leur rôle et le niveau d'engagement requis. Cette transparence vise à susciter des attentes réalistes, à renforcer l'appropriation des activités et à favoriser un sentiment de responsabilité partagée. Des stratégies de suivi et d'accompagnement constants ont également été mises en œuvre, afin de maintenir l'enthousiasme, de résoudre les difficultés et de veiller à ce que les équipes se sentent soutenues à chaque étape de l'élaboration des campagnes.
	D	Au cours de la mise en œuvre du projet, un certain nombre de difficultés ont été identifiées et permettent de tirer des enseignements importants pour les interventions futures. L'une d'entre elles était le manque de fonds réservés à chaque équipe, ce qui a limité la capacité des participant·e·s à obtenir leurs propres ressources pour la production de leur matériel de campagne, restreignant partiellement la créativité et l'autonomie dans la mise en œuvre. Une autre difficulté est liée au sujet traité par les équipes, car peu d'entre elles ont axé leurs initiatives sur l'égalité entre les hommes et les femmes, s'orientant plutôt vers des stratégies de lutte contre le discours de haine. Cela met en évidence un défi en

	termes de priorisation et de sélection du contenu, ainsi que la nécessité d'un soutien et d'une orientation accrue sur la pertinence des différentes approches. En outre, il a été constaté que les frontières entre le discours de haine et l'égalité de genre sont parfois floues, ce qui entraîne une confusion dans la conceptualisation des questions et la manière dont elles sont abordées dans les campagnes. Cette situation souligne l'importance de renforcer la formation conceptuelle et pratique des jeunes, en veillant à ce qu'elles et ils comprennent clairement les objectifs de chaque question et la manière de les aborder efficacement dans leurs initiatives de sensibilisation.
	S L'une des principales réussites du projet a été le niveau élevé d'intérêt et de participation des jeunes, qui se sont organisés en équipes pour travailler en collaboration à la conception et à la mise en œuvre de leurs campagnes. Cette dynamique a permis de tisser de nouveaux réseaux et de nouvelles relations, favorisant l'échange d'idées et d'expériences entre les participant·e·s et renforçant la cohésion du groupe. Le projet a également réussi à créer un environnement sûr et confiant où les jeunes ont pu partager leurs expériences personnelles et réfléchir aux problèmes qui les entourent, ce qui a renforcé l'authenticité et l'impact des campagnes développées. Ce processus a abouti à la réalisation de huit campagnes, chacune composée de cinq membres, ce qui leur a permis d'expérimenter la pratique de la mobilisation des communautés numériques d'une manière structurée et significative. En termes de participation, le projet a démarré avec 71 jeunes inscrits et, tout au long des différentes phases, a culminé avec 40 participant·e·s actifs, reflétant l'engagement soutenu de ceux qui se sont impliqués plus profondément et ont réussi à développer pleinement leurs initiatives.
Quels changements ou transformations	L'expérience a généré des transformations significatives

cette expérience favorise-t-elle ou a-t-elle générés ?	chez les jeunes participant·e·s, les encourageant à jouer un rôle actif en tant qu'agents de changement au sein de leurs communautés. Grâce à la conception et à la mise en œuvre de campagnes numériques, les jeunes ont acquis des compétences en matière de leadership, de communication et de mobilisation communautaire, ce qui leur permet d'influencer directement leur environnement et de promouvoir un changement social positif. En outre, l'intervention a contribué à générer une capacité multiplicatrice, car les connaissances, les outils et les expériences acquis par les participant·e·s peuvent être reproduits et partagés avec leurs pairs et d'autres membres de la communauté. Cet effet d'entraînement renforce l'impact du projet, garantissant que les actions de sensibilisation et les enseignements tirés se traduisent par des transformations durables et la construction de réseaux de participation des jeunes plus forts et plus proactifs.
Enseignements tirés, recommandations pour l'avenir et adaptation au travail avec les jeunes.	L'un des principaux enseignements tirés de cette expérience est qu'il est important de se concentrer sur les objectifs et le contenu du projet. Pour que les campagnes de sensibilisation soient efficaces, il est essentiel de fournir aux jeunes tout le matériel nécessaire, tant théorique que pratique, pour leur permettre de développer leurs initiatives de manière autonome et de qualité. La nécessité de systématiser les séances hybrides, combinant la formation en ligne et les activités en face-à-face, a également été identifiée afin de garantir la cohérence, la continuité et une expérience d'apprentissage structurée et accessible à tous les participant·e·s. L'expérience montre également qu'il est essentiel d'allouer des ressources spécifiques à la création de campagnes, en veillant à ce que les équipes aient les moyens de produire du matériel de diffusion et de mettre en œuvre leurs idées. Cela facilite non seulement la mise en œuvre efficace des campagnes, mais renforce également l'appropriation du projet par les jeunes ainsi que leur sens des responsabilités et de l'engagement. Ces enseignements soulignent l'importance d'une planification minutieuse des ressources et de la

	méthodologie, de l'adaptation des stratégies au travail avec les jeunes et de la mise en place de conditions favorables à la créativité, à la participation active et à l'impact durable de l'intervention.
--	---

Recommandations pour l'adaptation des bonnes pratiques au contexte espagnol

Campagne « Je suis pour la paix » au Kurdistan

Les campagnes de sensibilisation du public qui promeuvent des messages positifs de coexistence peuvent être transférées à la sphère de la jeunesse espagnole par la création de peintures murales collectives, d'interventions urbaines, de hashtags sur les réseaux sociaux ou de performances dans les espaces publics. L'implication des jeunes dans la conception, la création et la diffusion de ces messages leur permet de s'approprier le discours positif sur la paix, de contrer les discours de haine et de normaliser le langage du respect, de l'inclusion et de la solidarité au sein de leurs communautés. En outre, il est très important d'ajouter chaque fois que possible le facteur de collaboration entre des personnes diverses (personnes racialisées et non racialisées, filles et garçons, personnes LGBTQ+, migrant·e·s et non-migrant·e·s...) afin que ce travail d'équipe contribue à briser les stéréotypes et à démanteler les préjugés grâce à la connaissance des réalités des autres et à la collaboration.

Digital organizing de la Jordanie

L'activisme numérique s'inscrit naturellement dans le contexte espagnol, étant donné l'importance des réseaux sociaux et des médias et espaces numériques dans la vie quotidienne des jeunes. La formation des jeunes aux outils de communication numérique, à la production de contenu et à l'esprit critique leur permet de générer des campagnes médiatiques numériques et en ligne qui dénoncent la discrimination, promeuvent l'égalité ou rendent visibles les initiatives en faveur de la paix et de l'interculturel. En outre, il est essentiel de travailler sur l'éducation aux médias et l'application d'une vision critique des contenus diffusés dans ces médias numériques afin de leur permettre d'identifier les infox et de démanteler les discours de haine qui envahissent les réseaux sociaux, en encourageant une utilisation consciente, critique et transformatrice des environnements numériques.

Autres pratiques possibles

En complément de ces recommandations, l'équipe d'éducateur·rice·s de MPDL et de NOVACT impliquée dans ce projet propose ci-après une série de trames d'ateliers susceptibles d'inspirer le travail éducatif que nous nous proposons de mener ici.

ACTIVITÉ : Racines

Objectif	1. Promouvoir l'estime de soi et la responsabilisation en s'appuyant sur la culture et les racines personnelles de chaque jeune. 2. Partager les différences et la diversité sur la base de l'expérience personnelle, générant l'apprentissage de l'appréciation de ce qui est différent. 3. Promouvoir l'écoute active, réduire la résistance aux différences, générer de la cohésion sociale. 4. Renforcer le soutien interculturel.
Matériel	Chaises, téléphone portable ou appareil photo.
Durée	1 séance
Déroulement	Technique de groupe verbale, dialogue au cours duquel les jeunes femmes partageront leurs racines et le groupe pourra apprécier les différences et la richesse des différentes cultures et les mettre en valeur. Préparation : Contrairement à d'autres techniques, celle-ci nécessite une instruction préalable, en se rappelant 3-1 jours avant la séance elle-même : « Vous devez chercher 1 ou 2 objets qui vous permettent de parler de vos origines : votre culture, vos racines, votre famille. Qu'il vous permette de retrouver un souvenir, une expérience ou une anecdote importante de vos racines. » Début : On demande à chaque jeune si elle ou il a apporté le(s) objet(s). Si quelqu'un a oublié de les apporter, il est encouragé à chercher une photo de l'objet qu'elle ou il veut présenter sur son téléphone portable. Si la personne n'a pas les moyens ou ne trouve rien, la personne devra imaginer l'objet qu'elle a et le décrire comme si nous l'avions devant nous à son tour. Au début, un tour d'horizon est fait sur la situation des jeunes. Les consignes sont ensuite expliquées : - Un·e à un·e, nous présenterons ce que nous avons apporté. Nous apporterons et raconterons cette anecdote ou cette expérience et nous expliquerons pourquoi ces racines sont importantes pour moi. Ce que ces racines m'ont apporté. Il est important que le reste d'entre nous demeure silencieux. Dans le cas de groupes de +15 jeunes, deux cercles seront constitués et se dérouleront en parallèle. Il est recommandé qu'il

	y ait deux animateur·rice·s, un dans chaque groupe, et que l'animateur·rice soit inclus·e dans le groupe, c'est-à-dire qu'elle ou il apportera son propre objet et participera en tant que modèle. Déroulement : La technique est mise en œuvre. Dans un cercle centripète, sans tables au milieu, à tour de rôle, la ou le jeune présente son objet et en explique les origines. L'un·e après l'autre, elles et ils partagent. Consignes pour l'animation : - Formuler des questions brèves à l'intention des jeunes : - Augmenter le temps de parole, c'est augmenter le sentiment de valeur de ce qu'elles et ils partagent. - Demander ce que l'objet vous a apporté ou approfondir l'anecdote et la famille : pour les tours où le discours est superficiel et pour que le jeune puisse aller plus loin et ne pas être mis à l'écart de l'intégration du groupe et qu'il puisse surmonter la peur de partager. - Accélérer si le temps est compté : demander aux jeunes de faire preuve de plus d'agilité si beaucoup de temps a été utilisé et qu'il reste encore beaucoup de jeunes. Clôture : 20 min devraient suffire. Les questions suivantes devraient être examinées : - Ce que j'ai ressenti en préparant ce que j'allais dire. - Ce que j'ai été heureux/surpris d'entendre de la part d'un·e autre collègue. - S'il reste du temps, « quelque chose que j'aimerais dire à quelqu'un à propos de ce que j'ai entendu ». - Ouvrir le débat : « Pourquoi une culture différente suscite-t-elle le rejet ? » « Le fait de raconter et d'écouter a-t-il suscité le rejet ou qu'est-ce que cela a suscité » ? Terminez en leur demandant de soutenir les autres personnes et leurs cultures, en leur faisant ressentir ce qu'elles et ils ont ressenti au cours de cette séance.
--	--

V. Recommandations générales finales

Nous présentons ci-après une série de suggestions pour adapter les expériences de travail exposées dans ce manuel à la promotion de la participation des jeunes à la construction de la paix, afin de renforcer leur potentiel transformateur.

1. Adaptation au contexte local

- **Relier le local et le global :** faciliter l'identification de l'expression des différentes formes d'injustice sociale ou de violence (directe, culturelle et structurelle) opérant sur le territoire d'intervention en lien avec l'axe thématique lié à la construction de la paix sur lequel nous nous concentrons, ainsi que leur lien avec les manifestations de ces mêmes formes dans d'autres parties du monde. Ce faisant, il s'agit d'aborder des questions transfrontalières telles que la précarité du travail des jeunes, le racisme structurel, la violence masculine, la violence dans les réseaux sociaux ou le discours de haine, en soulignant les points communs et les aspects différentiels, tout en révélant le phénomène de l'intersectionnalité.
- **Écouter dès le départ :** les jeunes doivent être cocréateur·rice·s dès la conception des processus éducatifs auxquels elles et ils participent, et non pas seulement bénéficiaires. Ainsi, le choix des sous-thématiques abordées dans l'intervention et des activités ou méthodologies qui les incarnent correspondra mieux à leurs intérêts, leur paraîtra plus pertinent et rendra les apprentissages plus significatifs. Lors du processus de diagnostic qui a précédé la conception de ces manuels, il est apparu que « se sentir écouté et pouvoir débattre » était l'une de leurs principales demandes. En plus de pouvoir proposer des cercles de parole explorant les intérêts, tels que ceux suggérés par les pratiques éducatives restauratives, pour disposer de premières pistes sur les questions qui semblent le plus intéresser les jeunes dans le contexte espagnol en lien avec chacun des axes structurant la Culture de la Paix abordés par ces manuels, on peut consulter les références suivantes :
 - Rapport de diagnostic « OUI À LA PAIX » :
https://www.mpdl.org/sialapaz/06_Informe%20de%20diagn%C3%B3stico%20final.pdf
 - *Informe Juventud en España 2024 : entre la emergencia y la resiliencia* (« Rapport Jeunesse en Espagne 2024 : entre l'urgence et la résilience, Ministère de la Jeunesse et de l'Enfance d'Espagne », INJUVE)
- **Utiliser un langage accessible et culturellement pertinent :** éviter les technicismes dans nos propositions et s'appuyer sur les codes des jeunes (musique, réseaux sociaux, sport, art urbain).
- **Valoriser la diversité interne des groupes :** reconnaître la pluralité des origines culturelles, des trajectoires migratoires et des identités de genre, en veillant à ce que toutes les voix soient entendues. Adopter un regard intersectionnel afin d'analyser comment le genre, la classe, l'origine ethnique, l'âge ou d'autres facteurs se croisent dans la production des inégalités.

2. Conditions pour un espace sûr

- **Établir des accords de coexistence avec les jeunes :** respect, confidentialité et écoute active. Pour la mise en place de Cercles de dialogue tels que ceux proposés par les pratiques éducatives restauratives, les accords de base suivants sont suggérés : seule la personne qui tient l'objet qui symbolise la prise de parole parle, tandis que les autres exercent le pouvoir d'écoute ; la prise de parole est volontaire ; le soin du cercle incombe à l'ensemble de ses membres.
- **Inclure des protocoles de soutien mutuel ou de soins en cas de malaise :** certaines questions (violence, racisme, pauvreté) peuvent déclencher des expériences personnelles.
- **Reconnaître les jeunes comme protagonistes :** faire comprendre aux élèves que nous ne les considérons pas comme des êtres en manque ni comme de simples récepteurs passifs de contenus implique d'éviter une communication unidirectionnelle enseignant·e – élèves, de stimuler la participation de toute la classe, d'éviter les regards adultocentriques et condescendants et, ce faisant, de pratiquer une curiosité authentique pour ce que les filles et les garçons savent ou se demandent, ainsi que de transmettre que les savoirs qui se construisent en classe le sont collectivement. Tout cela, loin de considérer le corps enseignant comme unique détenteur du savoir et de la vérité et les élèves comme des récipients vides que les adultes viendraient remplir.
- **Promouvoir un espace courageux :** à la suite de l'expérience acquise en Palestine et présentée dans le « Manuel sur l'égalité de genre », l'objectif est d'aller au-delà de la création d'un *espace sûr* afin d'aborder des questions inconfortables et de générer des discours alternatifs, loin des inerties dominantes qui exaltent la violence. Pour s'inspirer de ces conversations entre personnes et groupes dans des contextes polarisés ou tendus, qui visent à faciliter la recherche d'une stratégie commune pour la réalisation de transformations garantissant une coexistence à long terme, nous pouvons nous référer aux « Dialogues improbables » de John Paul Lederach ou à *Welcome Discrepancy : a pedagogical guide for controversial dialogue in the classroom* de l'Escola de Cultura de Pau.

3. Méthodologies suggérées

- **Art et culture :** théâtre de l'opprimé, peinture murale, musique, photographie ou cirque social en tant qu'outils créatifs favorisant la mobilisation émotionnelle et la réflexion critique personnelle et collective à partir de l'expérience de situations réelles ou analogues motivantes et émouvantes.
- **Sport et jeu :** promouvoir la coopération, le respect et la prévention de la violence.
- **Dialogues et forums communautaires :** renforcer la cohésion sociale, en particulier dans les espaces intergénérationnels et interculturels. Pour la conception de ces dialogues, nous suggérons de recourir à des référents de

pratiques éducatives réparatrices tels que Belinda Hopkins et son *Circle Time* ou *Circle of Words*.

- **Technologies numériques** : elles offrent la possibilité de concevoir des campagnes de jeunes sur les médias sociaux autour de n'importe quel sujet d'intérêt, sur la base de la non-violence. Comme ressource d'inspiration pour ce travail, nous proposons le programme « Digital Organising » développé par NOVACT, une formation en ligne pour la conception de campagnes d'impact qui promeuvent une culture globale de la paix à travers l'utilisation des NTIC : <https://novact.org/es/formacio/>.

4. Facteurs clés de durabilité

- **Processus continus** : éviter les activités isolées et ponctuelles et opter pour des processus éducatifs basés sur un itinéraire planifié de durée moyenne afin, par exemple, de permettre le travail sur des projets et d'intégrer des contenus communs entre différentes matières.
- **Groupes moteurs de jeunes** : stimuler la motivation et les compétences des jeunes afin qu'elles et ils se sentent attirés et capables d'intervenir dans leur communauté et de sensibiliser ou de promouvoir la mobilisation sociale d'autres parties, en générant des processus expansifs.
- **Mise en réseau** : coordination avec les associations de quartier, les centres éducatifs, les services sociaux et les groupes de jeunes afin d'associer l'apprentissage à de réelles possibilités de participation.
- La **coresponsabilité intergénérationnelle** : impliquer les éducateur·rice·s, les familles et le personnel des centres de jeunesse en tant que référents stables.
- **Implication des autorités locales** : clé pour assurer la durabilité dans le temps et en termes de ressources économiques.
- **Évaluation participative** : intégrer des moments où les jeunes évaluent ce qu'elles et ils ont appris et suggèrent des améliorations, renforçant ainsi leur rôle de cocréateurs des processus.

En définitive, ces recommandations ne constituent pas une recette unique, mais un ensemble d'orientations ouvertes que chaque groupe et chaque éducateur·rice pourra adapter à sa propre réalité. L'essentiel est de maintenir la conviction que les jeunes sont les protagonistes de la construction de la paix et de la justice environnementale, et que notre tâche éducative consiste à accompagner, faciliter et renforcer leurs capacités. Dans cette perspective, chaque expérience peut devenir une graine de changement, une occasion d'apprentissage partagé et un pas ferme vers un avenir plus juste, durable et en paix.

VI. Glossaire

1. **Antiracisme :** « Mouvement social et politique dirigé et planifié par des personnes racisées visant à mettre fin au racisme structurel dans toutes ses expressions : institutionnelles, sociales, symboliques ou concrètes » (SOS Racismo Madrid).
2. **Coexistence interculturelle ou l'interculturalité :** « La présence et l'interaction équitable de diverses cultures et la possibilité de générer des expressions culturelles partagées, acquises par le dialogue et une attitude de respect mutuel » (UNESCO). Dans une perspective critique et transformatrice, nous reconnaissons la nécessité de transcender la conception traditionnelle de l'interculturalité, qui se limite souvent à célébrer la diversité sans remettre en question les inégalités structurelles qui traversent nos sociétés. Cette approche implique la création d'espaces de rencontre et d'échange sur un pied d'égalité, le démantèlement des discours qui associent la dangerosité à la migration et la promotion de récits inclusifs fondés sur les Droits Humains, l'empathie, l'égalité et un sentiment d'appartenance partagé. Il est essentiel de s'attaquer à cet axe pour progresser vers une Culture de la Paix qui non seulement valorise la diversité, mais agit également sur les racines profondes de l'inégalité et de l'exclusion.
3. **Discrimination.** Il s'agit d'un traitement inégal et défavorable d'une personne ou d'un groupe pour des raisons telles que l'appartenance ethnique, le genre, l'âge, les capacités ou la religion, qui limite ou annule leurs droits et libertés fondamentaux. Elle est fondée sur des préjugés, des stigmates et des stéréotypes et se manifeste par des attitudes de rejet et d'exclusion qui empêchent la pleine participation à la vie sociale, économique et culturelle. Il s'agit d'une forme d'expression de la violence directe et culturelle (valeurs, croyances, normes et pratiques sociales qui normalisent, justifient ou minimisent la violence) ou de la violence structurelle, car le système inégalitaire empêche certains groupes d'accéder aux ressources de base (telles que l'éducation, la santé, le travail ou le logement) dans des conditions d'égalité.
4. **Inclusion :** « C'est l'objectif des politiques de promotion interculturelle qui valorisent la diversité et visent à assurer l'égalité des droits et des chances en créant les conditions d'une participation pleine et active de tous les membres de la société sur la base d'un ensemble commun de valeurs, d'un sentiment partagé d'appartenance à la communauté et d'une identité locale pluraliste » (Conseil de l'Europe). Nous voulons différencier l'inclusion que nous défendons des modèles assimilationnistes ou intégrationnistes, qui consistent à encourager les personnes ou groupes minoritaires ou en situation de moindre pouvoir social qu'un autre hégémonique à s'adapter aux valeurs dominantes et à réduire leurs propres expressions culturelles à l'espace privé, de sorte que leur

appartenance à la nouvelle communauté soit conditionnée par cet effort d'adaptation unidirectionnel.

5. **Migration :** « Déplacement de personnes de leur lieu de résidence habituel vers un nouveau lieu de résidence, soit à travers une frontière internationale, soit à l'intérieur d'un pays. » Dans la plupart des cas, les migrant·e·s international·e·s se déplacent pour des raisons liées au travail, à la famille ou aux études. Il y a aussi des personnes qui sont forcées de quitter leur maison et leur pays en raison de conflits, de persécutions, de catastrophes ou d'autres raisons. Les mouvements transfrontaliers, tels que ceux entrepris par les personnes en quête d'asile ou de refuge, ne représentent qu'un pourcentage relativement faible de l'ensemble des migrant·e·s international·e·s. Les migrations ont existé tout au long de l'histoire de l'humanité.
6. **Personne racialisée :** « Une personne qui, en vertu de caractéristiques physiques, phénotypiques, culturelles ou d'origine perçue, est socialement catégorisée comme différente de la majorité blanche ou dominante, et qui, en conséquence, peut être exposée à des processus systématiques de discrimination, d'exclusion ou de violence structurelle. La racialisation ne repose pas sur des différences biologiques réelles, mais sur des constructions sociales qui hiérarchisent certains groupes en fonction de leur « race » ou de leur appartenance ethnique. » (Conseil pour l'élimination de la discrimination raciale ou ethnique (CEDRE), gouvernement espagnol).
7. **Racisme :** « Le racisme systémique peut être défini comme des politiques et des pratiques de la société dans son ensemble qui se traduisent par des avantages injustes et constants pour certaines personnes et par un traitement injuste ou préjudiciable pour d'autres sur la base de l'appartenance ethnique » (Amnesty International), par exemple en considérant les valeurs ou les façons de faire de ces dernières comme étant de moindre valeur ou indésirables, ou en privilégiant les Blancs dans l'attribution des emplois et l'accès aux ressources.
8. **Xénophobie :** « Un ensemble d'attitudes, de préjugés et de comportements qui nous conduisent à rejeter, exclure et souvent dénigrer des personnes parce qu'elles sont perçues comme étrangères au pays ou à la communauté, à la société ou à l'identité nationale. » C'est une attitude qui peut causer beaucoup de douleur et de préjudice aux réfugié·es et aux migrant·e·s. La xénophobie peut se manifester par un rejet verbal, mais aussi par des violences physiques ou psychologiques. Personne ne naît xénophobe ; c'est une attitude qui s'apprend. (Organisation internationale pour les migrations, Chili).

